

IN Magazine N° 166 - Mars / Avril 2016

4 mars 2016

Les consommateurs doivent intervenir sur le contrôle et la transparence des produits achetés !

Les jours et les semaines se suivent, la mobilisation contre la loi El Khomeri se fait entendre et le gouvernement préfère envoyer ses sbires contre la population plutôt qu'entendre les manifestants.

Nous sommes dans un changement profond de société. Une poussée sans précédent de l'économie ultra-libérale met l'humain au centre des mauvais coups, en balayant le code du travail d'un revers de main.

Toujours plus de contrats précaires ne permettent pas une stabilité financière et, par conséquent, pas de projection dans l'avenir, multipliant les difficultés dans la vie quotidienne; accès difficile au logement, problèmes bancaires, de surendettement, etc.

Une fracture de plus en plus importante existe dans notre société, opposant « les nantis » qui ont un travail aux privés d'emploi, les bien portants aux malades, les « vieux aux jeunes »...

Les militants des permanences d'INDECOSA-CGT sont confrontés de fait à des cas de plus en plus difficiles. L'arrivée du E-commerce apporte une nouvelle démarche publicitaire et commerciale qui entraîne les consommateurs vers de nouveaux actes d'achat. Les garanties sont difficiles à exiger et les conseils d'un vendeur n'existent plus.

C'est pour cela que le citoyen doit veiller à exercer une surveillance de toutes les évolutions publicitaires des marques. L'association INDECOSA-CGT, au travers de sa communication, informe et prépare des dossiers pour tout un chacun. Les consommateurs doivent prendre leur avenir en main en contrôlant les produits achetés et en exigeant des entreprises une véritable transparence tant du point

de vue de la composition que des conditions de fabrication de ces mêmes produits. « En un clic j'achète » et je ne sais pas si ce sont des enfants qui ont fabriqué ma paire de chaussures à la mode, si ce sont des salariés à 8000 km qui ont une durée de vie de 30 ans, en raison des produits chimiques qu'ils manipulent, « en un clic je me fais plaisir » mais à quel prix ! Les normes doivent nous permettre de mieux nous éclairer dans nos choix. Encore faut-il que ces normes ne soient pas vidées de leur sens et, qu'au prétexte de l'ouverture des marchés internationaux, les pays sacrifient une part de leur réglementation au détriment des consommateurs, des travailleurs et de l'environnement.

Nous sommes tous des salariés, des retraités, des privés d'emploi.

Martine SELLIER

Présidente